



COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IV^{ème}
Internationale.

SAMEDI 9 JUIN 1984

N° 257

PRIX : ANTILLES 2,50 F
FRANCE 3 F

Editorial

ABSTENEZ VOUS AUX ELECTIONS EUROPEENNES. NE SOUTENEZ NI UNE GAUCHE QUI FAIT LA POLITIQUE DE LA DROITE, NI UNE DROITE QUI VEUT PRENDRE SA PLACE.

Plusieurs personnages des partis d'opposition en France, Toubon, Bariani et Paulin Brunet de la Guyane, ex-indépendantiste qui est passé à droite, mais aussi des gens de gauche, tiennent conférences et meetings pour convaincre les populations antillaise et guyanaise. Les stations de radio font tout ce qu'elles peuvent dans le même sens. Et aussi bien à droite que dans la gauche gouvernementale (PCM, PS, et PPM) on met en avant «les Antillais» placés sur les listes européennes des grands partis français.

Il est, disent-ils, d'un intérêt majeur pour les Antillais, de voter pour l'Europe. Mais après avoir parlé (très peu) de l'Europe, ce sont en fait des comptes politiques nationaux que règlent ces partis politiques. De l'Europe dans ces élections, il n'est pas beaucoup question, en fait. Les partis de droite l'ont dit clairement, ils veulent montrer que la population rejette le gouvernement de gauche. La gauche, elle, tente de limiter les dégâts.

Les travailleurs de Martinique, de Guadeloupe et de Guyane n'ont aucun intérêt à soutenir la politique de la gauche au gouvernement en France.

Ils n'ont aucun intérêt à voter dans ces élections soi-disant européennes pour les listes de la gauche officielle, car ce vote serait interprété comme un soutien à la politique gouvernementale.

Le gouvernement fait payer la crise et les difficultés économiques actuelles à la population laborieuse, aux travailleurs des villes et des campagnes, alors que toutes sortes de mesures «d'aide» aux capitalistes sont prises, représentant des sommes considérables. Des centaines de millions de francs ont été donnés aux capitalistes, prétendait-on être créés des emplois qui n'ont jamais été créés. Le gouvernement de gauche, de plan d'austérité en plan de rigueur, fait la politique de la droite, tout en essayant de convaincre la population, les travailleurs, que cette politique se fait dans leur intérêt. Le raisonnement des gens au pouvoir c'est que les mesures d'austérité sont nécessaires pour sauver l'économie face à la crise, sous-entendant par là que sans ces sacrifices demandés et imposés aux travailleurs, cela irait beaucoup plus mal. Il y aurait moins d'investissements et la production ralentirait encore plus, et il y aurait plus de chômage. Mais dans le même temps où ces discours lénifiants sont tenus, on constate que le même gouvernement ne demande aucun sacrifice aux riches. Les bilans des grandes sociétés sont positifs, bénéficiaires, celles-ci distribuent à leurs actionnaires des dividendes en augmentation dans beaucoup d'entreprises. On constate aussi que la consommation des produits de luxe ne s'est jamais si bien portée. Mais il y a aussi que les incohérences du système des capitalistes, des possédants, sont à l'origine des difficultés économiques, et à chacun de ses soubresauts, les gouvernants de droite ou de

Suite page 4

BELLES PAROLES DU GOUVERNEMENT FRANCAIS POUR PREPARER UNE POLITIQUE D'AUSTERITE DANS LES DOM

A l'initiative de Mme Edith CRESSON ministre du commerce extérieur, le conseil des ministres du 30 mai vient de se donner pour but de réduire, en l'espace de 5 ans, de 50 % le déficit commercial des Départements d'Outre Mer.

Tâche bien ardue quand on sait que la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique n'exportent en valeur que 13 % en moyenne de ce qu'elles importent. Pour atteindre ce but louable les ministres français n'ont pas cherché longtemps. Ils n'ont eu aucune idée nouvelle. Ils ont rassemblé dans leur résolution des idées qu'avaient agitées avant eux, sans succès d'ailleurs, les gouvernements de droite précédents.

Ils préconisent de :

Diminuer les dépenses d'énergie en développant les sources locales d'énergie (biomasse, solaire, géothermie)

- Augmenter et diversifier la production agricole.

- Mobiliser les potentialités touristiques.

- Développer la coopération entre les DOM.

Bref rien de nouveau. Visiblement le gouvernement n'a nullement l'intention de diminuer le déficit des DOM. S'il le voulait autrement qu'en parole, il ne se contenterait pas de ces belles phrases vides.

Il s'attaquerait aux intérêts des Békés, à ceux du lobbie de l'import-export qui n'ont aucun intérêt, pour l'instant à voir les importations des Antilles décliner et leurs productions se développer.

Ce qui importe au gouvernement français c'est la publicité qui entoure sa déclaration du 30 mai et celle qui entourera les timides actions qu'il entreprendra. En même temps, il veut faire croire à tous et en particulier aux

habitants de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Martinique, que les DOM reviennent trop cher à la France. Que cette dernière fait tout pour diminuer leur dépendance vis à vis d'elle. Après l'échec prévisible de cette vaine tentative, l'Etat français aura beau jeu de dire à voix basse ce que M. HUGODOT sous-préfet de Pointe-à-Pitre a dit à haute voix la semaine dernière : si la Guadeloupe est dans la situation actuelle c'est à cause de la fénéantise de ses habitants qui auraient «un poil dans la main».

Ainsi on mettrait la population en condition d'accepter une baisse des dépenses de l'Etat aux Antilles et donc une baisse du niveau de vie. Le véritable but visé par le gouvernement est donc de faire des économies, ceci sans pour autant léser les intérêts des capitalistes.

Guadeloupe

NOUVELLE CHUTE DE LA PRODUCTION SUCRIERE : LES FAITS SONT TETUS



La récolte sucrière vient de s'achever. Elle n'aura duré que deux mois à peine.

La production a été particulièrement basse puisqu'elle atteint tout juste 530.000 Tonnes de cannes contre 613 450 tonnes en 1983. Le rendement à l'hectare lui est passé à 35,33 tonnes.

Les raisons avancées pour expliquer cette nouvelle chute de la production cannière sont essentiellement liées à la sécheresse qui a sévi très durement en particulier dans le nord de la Grande Terre. C'est ainsi que la production de cannes dans le nord est passée de

320.000 T en 1983 à 203 000 T en 1984. Alors que la chute était peu importante en Basse-Terre (153 000 T de cannes broyées contre 158 000 en 1983 à l'usine de Grosse Montagne) et à Marie-Galante (122 000 T contre 125 000 T en 1983 à l'usine de Grande Anse) Il existe d'autres raisons, bien évidemment. L'entretien des champs, tant ceux gérés jusqu'à l'an dernier par les SICA que ceux gérés encore directement par les usines, n'a pas été fait correctement, faute de moyens, faute d'intérêt aussi.

Alors les comptes devront être bouclés

hâtivement. Une fois encore les déficits des usines seront supérieurs à ceux qui étaient prévus. Pour la seule usine de Beauport, le déficit pour l'année 1984 se situera autour de 20 millions de francs alors qu'il était prévu un déficit de 14 millions.

Bien sûr il existe des plans de l'état qui, paraît-il, ont pour rôle de préparer l'avenir. Le dernier en date en ce qui concerne la production cannière est le plan d'aide à la replantation qui se déroule sur trois ans. Il prévoit d'augmenter la production de cannes en replantant une surface de 3 300 hectares chaque année, moyennant une aide de l'état.

Alors comme après chaque récolte plus «catastrophique» que la précédente, il est toujours possible d'attendre. Attendre que le temps soit plus clément. Attendre les résultats du dernier plan.

Mais les faits sont têtus.

Depuis environ une dizaine d'années, on assiste à une dégradation régulière de la situation dans l'industrie sucrière et ce quels que soient les plans de reconstruction, de relance ou autres mots magiques agités par nos gouvernants.

Lors de la campagne sucrière de 1960 : 1.685 000 T de cannes avaient été broyées :
en 1974 : 1 117 990 T
en 1981 : 586 700 T
en 1982 : 839 000 T
en 1983 : 613 450 T
en 1984 : 530 000 T

Est-ce à dire qu'à l'époque où la production dépassait un million de tonnes de cannes, le climat était particulièrement favorable pendant plusieurs années de suite ? Nullement.

Par contre, à cette époque, la production était aux mains des capitalistes usiniers qui étaient en même temps propriétaires de la terre.

Suite page 3

CREATION DU PCIS : UNE ORGANISATION NOUVELLE POUR MENER UNE VIEILLE POLITIQUE

Le 22 mai 1984, les dissidents exclus, oppositionnels du PCM, ont donc décidé de créer une nouvelle organisation, le Parti Communiste pour l'Indépendance et le Socialisme. Le 26 mai, les principaux responsables de cette organisation ont présenté le manifeste du PCIS au cours d'une conférence de presse tenue à Fort-de-France.

Que le nouveau parti ait choisi de s'appeler « communiste », voilà qui somme toute pourrait être considéré comme une chose positive. Tout d'abord dans un pays où règnent encore certains aspects du colonialisme qui servent à maintenir l'ordre capitaliste, s'intituler « communiste » est par avance proposer une ligne de démarcation entre soi et ceux qui de manière ouverte défendent l'ordre bourgeois. C'est proposer -au moins en théorie- qu'on lutte pour que les travailleurs prennent la tête de la société et créent un Etat prolétarien ou un Etat des Pauvres. Ce qui ne sera que la première étape pour la construction de la société socialiste qui est le but des révolutionnaires communistes.

Ainsi le manifeste du PCIS affirme : « **Le Marxisme-Léninisme et l'Internationale Prolétarienne sont les fondements de l'idéologie et de l'organisation de notre Parti** ». Mais pour mener quelle politique ?

Or c'est là qu'il y a réellement problème. Car les membres du PCIS se disent « communistes » et « patriotes » et dans les faits, leur appel ne s'adresse pas aux travailleurs, mais aux « Martiniquais » en général. Ainsi, le manifeste commence par « **Martiniquaises, Martiniquais, notre Patrie, la Martinique est entraînée vers l'abîme. Il appartient à chacun de nous de la sauver.** »

C'est là tout un discours bien connu, qui part du point de vue de ceux qui veulent fonder les travailleurs, la classe ouvrière dans une union patriotique avec la bourgeoisie et la petite bourgeoisie riche.

Et tout le document reprend des arguments que l'on retrouve au MIM ou à Asé Pléré, mais qui n'ont pas leur place chez de véritables communistes.

Un seul passage fait explicitement référence aux travailleurs : « **La libération nationale doit mettre fin à la domination coloniale et doit permettre l'émancipation sociale. C'est pourquoi les travailleurs, les masses populaires principales victimes du colonialisme, ont intérêt à lutter pour la conquête de l'Indépendance de notre Patrie.** »

Nous, communistes patriotes, les appelons à instaurer un ETAT MARTINICAIS, INDEPENDANT, SOUVERAIN ET SOCIALISTE sous le contrôle de la classe ouvrière et des masses populaires.

Les communistes ne sont pas des partisans de la patrie : ils sont les représentants d'une classe sociale, la classe des prolétaires. Derrière le terme de « patriote » se situent bien des sentiments opposés, bien des désirs différents, et en fin de compte des classes opposées : qu'y a-t-il de commun entre le « patriotisme » de l'ouvrier sur-exploité opprimé, avili par le racisme des grands propriétaires terriens blancs, racisme toléré par l'état colonial, d'une part, et le « patriotisme » de la petite bourgeoisie, dont la seule envie est d'avoir les postes de responsabilité nationale que lui refuse jusqu'à maintenant le colonisateur ! Sans compter le « patriotisme » des capitalistes actuels qui, comme nous l'avons vu plus haut, n'attendent pour s'exprimer que la certitude d'avoir un état fort à sa disposition : l'exemple de la Dominique ou de Barbade est là pour nous prouver que les bourgeois ne s'effraient nullement de l'indépendance et de la naissance d'une nouvelle patrie dès que leurs intérêts sont protégés !

C'est ce que nous reprochons au PCIS : maintenir l'ambiguïté et même la contradiction face à une question d'importance. L'indépendance, si elle s'avère nécessaire c'est d'abord et avant tout pour la libération des exploités. L'indépendance, c'est leur indépendance, vis-à-vis de l'impérialisme français, mais aussi, vis-à-vis des exploiters, des capitalistes locaux, nationaux, patriotes, des gros propriétaires de terres.

C'est leur indépendance vis-à-vis de la petite bourgeoisie cultivée, l'élite noire ou mulâtre, qui vise à gouverner en laissant en place l'exploitation capitaliste.

Et le fait que le PCIS affirme « **Notre parti militera pour la création d'un FRONT regroupant toutes les forces patriotiques pour vaincre le colonialisme.** » va tout à fait en sens contraire. S'il s'agit des organisations se réclamant de la Libération de la Martinique, le PCIS ne peut pas ne pas voir que ces organisations représentent des politiques différentes, et en fin de compte défendent des intérêts différents, donc des classes sociales différentes. Comment s'assurer alors que les intérêts des travailleurs seront défendus ? Qui les défendra ? Le PCIS ? Mais il se réclame à la fois des travailleurs et de la patrie. Donc le moins qu'on puisse dire c'est que ses idées ne sont pas claires là-dessus.

Au point où en est sa politique et si on en juge par ses déclarations, le PCIS est un parti nationaliste qui veut convaincre les ouvriers qu'ils « ont intérêt à lutter pour la conquête de l'indépendance de notre Patrie » !

Le PCIS parle donc au nom de la « Patrie » et de l'« Indépendance »

Alors qu'un parti communiste doit parler au nom des intérêts de la lutte sociale qui permettra demain le communisme.

Si les aspects coloniaux de la situation en Martinique conduisent le peuple martiniquais à réclamer l'indépendance de la Martinique, les travailleurs (et les travailleurs communistes avec eux) doivent être en tête de cette lutte.

Comme toute lutte de ce type débouche sur la question du pouvoir, la classe prolétarienne rassemblant l'immense majorité des pauvres devra alors créer son propre Etat, avoir son propre gouvernement.

Elle imprimera à la société antillaise sa « marque », sa vision du monde, sa façon de concevoir de nouveaux rapports sociaux d'où l'exploitation devra disparaître.

Un tel état prolétarien s'établira sur une forme de démocratie où les pauvres, les travailleurs des villes et des campagnes éliront

leurs représentants majoritairement pour gouverner le pays. Un tel état abolira immédiatement la propriété privée des grands moyens de production. Il décrètera immédiatement la mise à la disposition des travailleurs (ouvriers et petits paysans) de la terre, des grands domaines appartenant aujourd'hui aux grands propriétaires terriens.

Les représentants des travailleurs éliront un gouvernement responsable à tout instant devant eux.

L'instauration d'une police et d'une armée organisées et contrôlées directement par les travailleurs sera la garantie contre tout retour de l'ordre ancien !

Il n'est pas possible de rentrer dans tous les détails de ce que peut représenter le pouvoir des travailleurs par rapport à celui de la petite ou grande bourgeoisie :

Mais deux séries de choses essentielles les distinguent :

Ce sont les élus des travailleurs sur une base la plus représentative (chantiers, usines, champs, magasins, services publics. . .) qui désignent ceux qui dirigent.

Ceux-ci sont révocables à tout moment par les élus.

La police et l'armée sont faites directement par les travailleurs.

La propriété des moyens de production des exploiters est abolie et ces moyens de production sont contrôlés par les travailleurs.

En tant que classe, les exploiters sont politiquement écartés du pouvoir.

La confusion entre communisme et patriotisme ne permet pas de déboucher sur un tel état permanent.

Elle est destinée, en fait, à faire croire aux travailleurs que dans l'avenir, ils seront partie prenante du nouvel état. Mais dans la mesure où il n'y sont pas préparés dès aujourd'hui par une véritable politique communiste dépourvue de tout relent de nationalisme même radical, ils ne joueront que le rôle de fantassins. La tête, la direction, le pouvoir appartiendront à ceux des classes aisées cultivées et possédantes.

Guadeloupe HUGODOT OU LES SOUS-PREFET....AUX CHAMPS !

Le Sous-Préfet Hugodot vient une nouvelle fois de démontrer qu'être grand comme une gaulette n'est pas nécessairement un signe de finesse...intellectuelle, s'entend. Sur les ondes de RCI, quelques jours après avoir affirmé lors d'une réunion du patronat local qu'une des principales cultures en Guadeloupe était « celle du poil dans la main », ce travailleur en bouche n'a pas hésité à dire qu'actuellement, entre la France et la Guadeloupe, « reste à savoir qui colonise qui ». Et de préciser que la Guadeloupe vivrait essentiellement « grâce aux impôts des contribuables français »...

Est-il vraiment nécessaire de faire certains rappels historiques à M. Hugodot ? Faut-il à nouveau évoquer plus de 2 siècles d'esclavage et plus d'un siècle d'exploitation coloniale et capitaliste féroce, qui ont permis le développement de grandes villes comme Bordeaux, Marseille ou Le Havre ? Peut-on mettre en balance ces 3 siècles avec une vingtaine d'années de petites allocations pas même équivalentes à celles de la France, et des subventions qui enrichissent surtout de grosses sociétés françaises ?

Hugodot sait tout cela, lui qui se pique d'être écrivain et qui à ce titre, possède un minimum de culture, sinon du poil, du moins de la « plume dans la main ». Il sait parfaitement qu'un Guadeloupéen n'a pas les moyens de donner l'ordre de matraquer les pêcheurs français, comme il l'a fait, lui, à Pointe-à-Pitre. Il sait très bien, parce que c'est le milieu dans lequel il baigne, que ce sont des Blancs français ou créoles, qui dirigent tout dans ce pays. Il sait très bien que si l'économie guadelou-

péenne est à l'agonie, ce ne sont pas les Guadeloupéens qui en ont décidé ainsi.

Alors, quel est son but ? Justement, nous rappeler que nous sommes des colonisés, c'est à dire des gens dépendants. Quant aux contribuables français, il s'en moque comme de sa première casquette. Dans le cas contraire, il ne serait pas venu ici. Car le contribuable français puisqu'on en parle, serait sans doute enchanté d'apprendre que parmi différents candidats à ce poste, on en a choisi un ayant la bagatelle de...8 enfants. Petit problème d'arithmétique sachant qu'un fonctionnaire en poste aux colonies touche une prime égale à un an de son salaire, plus trois mois pour son épouse et 1 mois et demi par enfant, combien de mois de salaire supplémentaires aura-t-il perçus à la fin de son séjour ? Rappelons qu'un sous-préfet, dont le travail épuisant, en plus des déclarations stupides sur les ondes, consiste à faire matraquer des pêcheurs ou autres récalcitrants et à déposer des gerbes aux monuments aux morts, touche un salaire qui n'a rien à voir avec le SMIC, sans parler des avantages tels que logement, voiture de fonction, et des primes diverses en plus de celle que l'on vient d'évoquer.

Un écrivain français, Alphonse Daudet, avait écrit une nouvelle intitulée « le sous-préfet aux champs », qui décrivait un fonctionnaire se roulant dans l'herbe au milieu des pâquerettes. Il ne pouvait prévoir qu'un autre sous-préfet, qui préfère les plages de St-Barth à l'herbe de Provence, serait, au soleil des Antilles et par la magie de la langue créole, encore plus « aux champs » que son prédécesseur

Martinique LA HAUSSE DES PRIX : de nouvelles attaques contre les travailleurs

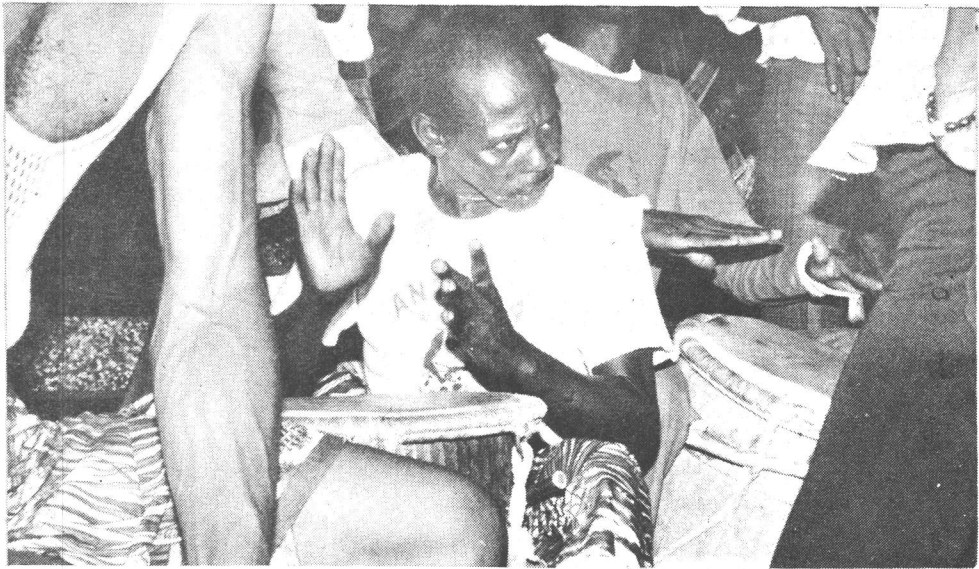
Depuis le début de l'année, les prix ont augmenté de 3,1 % pour les 4 premiers mois, ce qui met la tendance annuelle à près de 8 %, alors que les objectifs du gouvernement étaient de 5 %.

C'est au nom de cet objectif que l'on a limité arbitrairement la hausse des salaires à 5 % pour l'année 1984, ce qui fera une perte sèche pour les salaires des fonctionnaires, mais

aussi des ouvriers dont les patrons ont décidé d'appliquer les recommandations gouvernementales.

Il est à signaler aussi que contrairement à toute la propagande faite par les autorités qui mettaient sur le dos des fruits et des légumes locaux la responsabilité de la hausse des prix, c'est aux fruits et aux légumes importés que l'on doit la plus forte hausse : plus 12 et plus 18 % respectivement sur un seul mois.

MORT DE VELO: un grand musicien de Ka nous quitte



Vélo n'est plus ! Vélo est mort ! Telle fut la nouvelle que Radios et télévision annoncèrent dans la soirée du mercredi 5 juin.

La mort de Vélo a causé une vive émotion dans toute la population et plus particulièrement dans le milieu des artistes où il était estimé de tous. Authentique joueur de ka Vélo, de son vrai nom Marcel Lollia, eut le temps de former au Gro-Ka toute une génération de jeunes joueurs de Ka. C'est en effet avec tout un groupe de jeunes, parmi les quels on compte Halley, Linlin, et Mathurin qu'il s'était retiré, il y a quelques années à la Désirade pour vivre une expérience très certainement unique dans sa vie : faire en permanence du Gro-Ka.

C'est à l'hôpital général que Vélo succomba des suites de maladie.

Issu de famille pauvre, c'est en homme pauvre que vécut Vélo. Toutes ses chansons, comme de bien entendu, sont inspirées des faits vécus par tous les pauvres des bas quartiers de Pointe-à-Pitre ou des communes : les bagarres avec la police, la méchanceté et les commérages.

Mais en tant que telles, elles expriment les sentiments vécus par la population, et c'est en particulier par cet aspect que Vélo sut garder son authenticité et sa sincérité au Gro-Ka..

Pendant toute sa vie, Vélo vécut en marginal, seul avec son Ka. En tout cas nous n'oublions pas celui, qui plusieurs fois à l'occasion de nos Galas, nous apporta son soutien.

Mercredi 6, une grande veillée populaire était organisée sur la place de la Victoire. Le corps de Vélo fut exposé par ses amis musiciens les plus proches sous le kiosque. Des milliers de personnes se sont bousculées pour rendre au grand musicien un dernier hommage et elles n'hésitaient pas à faire la queue pendant une heure pour voir une dernière fois Vélo.

Des milliers de jeunes, de pauvres, de travailleurs et d'autres ont cette nuit là pris possession de la Place de la Victoire et de grands groupes se formaient autour des joueurs de Ka, reprenant en un immense chœur les différents refrains.

Un moment particulièrement émouvant et chaleureux, une nuit de ferveur et de recueillement populaire dans la tradition du pays. Il restera sûrement dans la mémoire de tous ceux qui y étaient. L'enterrement de Vélo, le jeudi 7, n'a pas encore eu lieu au moment où nous écrivons, mais gageons que là encore des milliers de personnes se retrouveront au son du ka pour accompagner celui que tout le monde reconnaît depuis des années comme un grand « major ».

NOUVELLE CHUTE DE LA PRODUCTION SUCRIERE :
LES FAITS SONT TETUS !

Suite de la page 1

L'exploitation de la canne leur permettait de s'enrichir. En effet, le sucre se vendait à un bon prix sur le marché. Les charges sociales étaient moins élevées aux Antilles Françaises que dans les usines françaises. Ouvriers, colons et petits planteurs étaient exploités durement et suivaient le profit à grosses gouttes.

Vers le milieu des années 1970, cette situation de relative prospérité de l'exploitation sucrière pour les capitalistes va être modifiée.

D'une part avec l'intégration de la Guadeloupe au marché commun européen, la concurrence entre la production sucrière tirée de la betterave et celle tirée de la canne se fera plus vive. Il en sera de même vis à vis de la production sucrière des autres pays producteurs de canne et ayant des accords avec les pays européens.

D'autre part, les luttes menées par les ouvriers agricoles et les paysans pauvres leur permettront d'arracher certaines améliorations de leurs conditions de travail et des augmentations de salaires. De plus dans cette période ils se sont organisés et tiennent de plus en plus

souvent tête au patronat usinier qui voudrait bien leur faire payer la note de ses difficultés.

Dès lors, les propriétaires usiniers et fonciers vont décider de se retirer. De façon plus ou moins brutale, en essayant pour certains de ponctionner le maximum de subventions à l'état et en fin de compte en se faisant payer grassement les terres qu'ils avaient exploitées pendant des décennies, ils partiront.

Le mouvement n'est pas encore complètement terminé. Une ou deux familles békées maintiennent en activité des usines à sucre, mais cela tient plus de leur volonté d'extorquer encore quelques fonds de l'état en vue de réinvestir dans des secteurs plus rentables pour eux (aquaculture, commerce ou autres, broyage de pierres par exemple pour les Huygues-Despointes ou les Simonet).

Nous vivons dans une société capitaliste. Les capitalistes font la loi. Lorsque la situation ne leur est plus suffisamment favorable dans un secteur, ils se retirent. L'état actuel est le leur. Il les aide dans leurs différences d'opérations. Les solutions mises en place de façon transitoire, type société d'économie mixte

ne sont destinées qu'à éviter dans la mesure du possible, que les décisions brutales des capitalistes n'entraînent des mouvements de colère parmi leurs victimes. Elles ne changent rien au fond du problème.

Dans le contexte actuel, les capitalistes pensent qu'ils n'ont plus d'intérêt dans l'exploitation de la canne. Ils ne s'embarrassent pas de scrupules. Ils partent.

Les problèmes que connaissent les milliers de victimes de leurs mesures ne leur importent en rien du tout.

En l'occurrence, les victimes de cette reconversion des capitalistes usiniers ont été nombreuses. La société capitaliste les a rejetées et condamnées à errer en quête d'une aide précaire de l'état ou plus souvent d'une quelconque aide familiale.

Ce sont les laissés pour compte de plus en plus nombreux de la société capitaliste, une société de classe, impitoyable, qui déchire et broie tout ce qui ne lui sert pas à maintenir et accroître son profit.

M.T

HLM :
AUGMENTATIONS
DE LOYERS

La société immobilière d'H.L.M. vient de relever de 3,20 % ses loyers. Dans une lettre envoyée à tous les locataires, la société annonce que ces augmentations prennent effet à compter du 1er juin. Et la société de déclarer que c'est la loi qui autorise une telle hausse.

3,20 % d'augmentation après une récente hausse des charges datant du mois d'avril. En réalité si l'on inclut charges et loyer principal c'est à une augmentation beaucoup plus forte que les locataires des cités H.L.M. ont du faire face début juin.

Les familles ont d'autant plus de difficultés à y faire face que les salaires, du fait de la politique d'austérité du gouvernement de gauche et respectée par le patronat, n'ont pas ou peu augmenté depuis le début de l'année.

En outre ces augmentations interviennent au moment même où dans les cités, les locataires sont confrontés à de graves problèmes d'hygiène, au point que leur santé ou celle de leurs enfants est menacée : des rats énormes circulent déjà dans certaines cités, dans d'autres des appartements sont inondés en permanence.

Alors si les locataires ne veulent pas se laisser tondre et en même temps être victimes de la détérioration de l'hygiène, il ne leur reste plus qu'une chose à faire c'est se regrouper, s'organiser pour demander des comptes à H.L.M., mais aussi aux autorités qui en matière de loyer ont aussi leur mot à dire.

Martinique :
Meeting des
opposants
à l'implantation
de la prison
à Ducos

Le dimanche 3 juin, environ cent personnes ont répondu à l'appel du comité de protestation contre l'implantation de la prison à Champigny Ducos et à l'appel du comité de soutien aux occupants des terres de Champigny.

Comme on le sait, l'administration et le maire socialiste de Ducos, Dogué, ont décidé de faire construire à Champigny sur une soixantaine d'hectares de terres de bonne qualité une prison-ferme modèle !

Contre ce projet des habitants de la commune ont protesté, tandis que quelques jeunes agriculteurs ont occupé le terrain et en ont défriché une partie.

Il y eut donc 4 interventions qui ont été suivies par une assistance attentive. Il y eut d'abord un historique détaillé de l'affaire puis une intervention de Davidas, de l'Assa-pamar.

Ensuite un des occupants exposa les motivations qui l'avaient conduit, ainsi que ses camarades à employer ce moyen de lutte pour empêcher que les terres ne soient bétonnées et stérilisées, alors que lui en a besoin pour travailler.

Bellay, ancien membre du PCM et militant actuellement au nouveau PCIS, (Parti communiste pour l'indépendance et le socialisme) et occupant de terres à Fougainville (Rivière-Pilote) clôture la réunion en faisant remarquer que les jeunes occupants de Ducos, comme d'autres avaient choisi de devenir des « voleurs de terres » plutôt que des drogués et des chômeurs. Il déclarait aussi que ces jeunes étaient prêts s'il le fallait à résister à la violence par la violence.

Martinique
FAIBLE ECHO
DE LA GREVE
GENERALE
DU 5 JUIN

La grève générale par la CGTM pour soutenir les grévistes de Morne Etoile, a eu un faible retentissement. Les points forts de la grève ont été observés à l'usine Gallion, dans certaines, grandes entreprises commerciales ou les docks. La Sécurité Sociale a fait une heure de grève. Il y a eu des débrayages dans quelques habitations aussi. Au total environ 150 personnes, en majorité des militants syndicaux se sont rassemblées à la maison des syndicats.

Guadeloupe.
GREVE DES
TRAVAILLEURS
DE LA BRINK'S
ANTILLES

Depuis le 22 mai les travailleurs de la Brink's Antilles sont en grève.

Ils réclament :

- la révision des coefficients
- une prime de vacances égale à un demi mois de salaire
- la révision de la prime de panier.

Plusieurs tentatives de négociation avec la direction n'ont abouti à rien.

Ceux de la Brink's Antilles n'entendent pas rentrer sans avoir obtenu satisfaction. Non contents de poursuivre leur grève, ils se sont déjà adressés aux employés de banque pour leur demander de refuser de transporter l'argent d'une banque à l'autre. Ils ont multiplié les communiqués en direction des journaux et des radios.

Les patrons pour l'instant disent qu'ils ne peuvent prendre aucune décision sur place, qu'ils doivent attendre des instructions de Paris.

Les employés de la Brink's en tout cas sont déterminés à se battre jusqu'au bout.

Guadeloupe
COCA COLA :
APRES 6 JOURS
DE GREVE,
LES TRAVAILLEURS
ONT OBTENU
EN GRANDE PARTIE
SATISFACTION

Le vendredi 25 mai, les travailleurs de Coca-Cola, Sagba et Socrema avaient déclenché une grève pour réclamer 12 % d'augmentation de salaire. En fait la revendication était uniquement celle des travailleurs de la Cofrigo (Coca, Sagba), ceux de la Socrema étaient aussi en grève mais par solidarité avec leurs camarades.

Le mercredi 30, les patrons finissaient par céder et accorder 9 % dans l'immédiat et 7 % en janvier prochain.

Bien que n'ayant pas obtenu entièrement satisfaction, les travailleurs ont repris le travail contents d'avoir obtenu cette augmentation au prix d'une grève qui s'annonçait dure car au départ les patrons ne voulaient rien entendre.

COMMUNIQUE
DE PRESSE

A l'appel de Section Syndicale CGTG, le personnel de la Brink's Antilles a débrayé hier mardi 29 mai 1984 à 14 heures, et poursuit son action de grève pour l'obtention de la révision des salaires annuels notamment, avec la prime de vacances et la prime d'ancienneté.

Le personnel réaffirme sa volonté de poursuivre l'action jusqu'à satisfaction des revendications.

PAP, le 30 mai 1984
La Section Syndicale CGTG de la Brink's Antilles

Martinique
GREVE GENERALE
DES EBOUEURS

Depuis le mardi 5 juin, les éboueurs de la société Figuière, société qui nettoie les villes de Fort-de-France et de Shoelcher, sont en grève.

Ils réclament 8 % d'augmentation dont 6 % au titre de rattrapage sur 1983.

Les réunions avec l'Inspection du travail et la direction de la société n'ont rien donné.

Aussi, depuis deux jours, les ordures n'ont pas été enlevées, ce qui rend Fort-de-France particulièrement sale. Partout, on ne voit que détritus, papiers et ordures ménagères qui traînent.

Cela doit faire le bonheur des chiens errants, des chats et des rats, qui n'avaient pas besoin de cela pour polluer comme ils le font.

Il faut que la société Figuière cède car, par son entêtement, elle met en danger la santé de 120 000 personnes.

Martinique
A LA CIMENTERIE
LA GREVE
CONTINUE

Depuis le lundi 28 mai, les ouvriers des Ciments Antillais sont en grève pour protester contre l'arrogance de la direction. Celle-ci, en effet, prétendait enlever et le 22 mai et le mardi gras comme jour chômés et payés.

Les ouvriers, par leur mouvement, ont déjà contraint la direction à céder sur le 22 mai, mais elle refuse de donner aux travailleurs satisfaction sur le mardi gras. L'affaire doit aller devant les tribunaux, mais les ouvriers demandent le paiement des jours de grève, ce que les patrons refusent.

En attendant, la paralysie s'installe petit à petit dans les chantiers du bâtiment vu le manque de ciment. Ceci montre bien la sclérotisme des patrons qui préfèrent voir des centaines et même des milliers de travailleurs au chômage plutôt que de céder aux travailleurs.

GEORGES SHULTZ AU NICARAGUA

à l'approche des élections, le gouvernement Reagan nuance sa politique

Depuis la prise du pouvoir au Nicaragua par la junte sandiniste, en décembre 1981, le gouvernement des Etats Unis avait toujours manifesté une hostilité ouverte vis-à-vis de ce régime. Sans intervenir militairement de façon directe, les Etats Unis soutenaient les troupes anti-sandinistes basées dans les pays frontaliers du Nicaragua, le Honduras, le Guatemala, le Salvador, par l'envoi d'armement et de militaires. Ils continuent d'ailleurs à le faire, puisqu'au Honduras, deux aéroports militaires ont été récemment construits, l'un à la frontière du Nicaragua l'autre à la frontière du Guatemala, pays où se développe également la guérilla. Les manoeuvres militaires continuent au Honduras, avec des troupes du Honduras, du Salvador et des troupes américaines.

Il y a quelques mois, le minage des ports du Nicaragua par l'intermédiaire de la CIA américaine avait fait grand bruit et soulevé une certaine indignation dans l'opinion publique internationale. Le fait nouveau aujourd'hui, c'est que le secrétaire d'état américain Georges Shultz s'est rendu au Nicaragua et a rencontré, vendredi 1er juin, Daniel Ortega, l'un des dirigeants de la Junte sandiniste. Le jour même de la visite de Georges Shultz, les «contras», forces nicaraguayennes hostiles au régime Sandiniste, ont attaqué et occupé pendant plusieurs heures une ville située au nord du Nicaragua, Ocotal. Eden Pastora, chef militaire d'un autre groupe de «contras», l'«alliance révolutionnaire démocratique», a voulu manifester son opposition avec la FDN, force démocratique nicaraguayenne, qui avait attaqué la ville d'Ocotal, en organisant une conférence de presse.

C'est au cours de cette conférence qu'il a été victime d'un attentat, il est blessé, alors que sept personnes sont mortes. Pastora a mis au compte de la CIA cette tentative d'attentat, mais il est difficile de dire d'où vient cette agression, ni si elle a un lien direct avec la visite de Shultz.

Les Etats Unis semblent donc manifester une volonté d'engager un dialogue avec le gouvernement nicaraguayen, tout en maintenant leur pression militaire dans la région et leur menace sur le Nicaragua lui-même. Et la visite de Georges Shultz au Nicaragua n'a en fait rien de bien surprenant. Si les relations entre les deux pays ont été jusqu'à présent hostiles.

c'est que les Etats Unis refusent de reconnaître dans une zone qu'ils considèrent comme leur chasse gardée des régimes qui manifestent quelques velléités d'indépendance par rapport à la toute puissance américaine, même lorsque les dirigeants de ces pays multiplient les démarches pour maintenir des relations diplomatiques et économiques avec les Etats Unis, comme cela a été le cas pour la Junte Sandiniste.

Aujourd'hui le gouvernement américain ne semble pas refuser totalement de s'orienter vers des négociations plus que vers une intervention militaire pour mettre leur ordre en Amérique Centrale.

Dans cette orientation, le fait que les élections américaines sont proches rentre probablement en compte.

Le gouvernement craint probablement une réaction défavorable de l'opinion publique américaine dans le cas d'un engagement militaire plus poussé dans cette période de crise.

Martinique

LA BANANE A 4,65 F : LES GROS PROPRIETAIRES EN VEULENT PLUS

Le gouvernement vient de fixer le prix de la banane à 4,65 F pour la catégorie 1 au stade quai départ. Ce prix est supérieur de 15 centimes à celui prévu le 5 janvier dernier entre le GIEB (Groupement d'Intérêt Economique de la banane) et la direction de la concurrence et des prix). En effet, le gouvernement avait fixé en début d'année le prix du kilo de bananes à 4,50 F, ce qui avait attiré les protestations des planteurs trouvant ce prix trop faible. Le prix de 4,50 F n'a pas eu le temps d'être appliqué, car le marché français était sous-apprivoisé. Ce qui a obligé le gouvernement à faire appel à l'importation provenant du marché mondial. Du fait de la hausse du dollar, ces importations ont été plus chères, et la banane de la Martinique s'est alignée sur ce prix à 5 F le kilo. Cela représentait donc un confortable bénéfice et on n'a entendu personne s'écrier à ce moment : «la banane ça

marche, nos affaires vont bien, car nous gagnons cinquante centimes supplémentaires par kilo». Aujourd'hui, le gouvernement revient en arrière et prenant comme argument qu'il faut limiter la hausse des prix, fixe le prix du kilo à 4,65 F ce qui fait tout de même une hausse de 15 centimes par rapport aux prix de référence de 4,50 F du début de l'année, qui assurait déjà une hausse de 6 % par rapport à 1983. Eh bien les békés ne sont pas contents. Monsieur de Lucy de Fossarieu, patron du GIPAM (Groupement d'Intérêt des Producteurs Agricoles de la Martinique) crie que les planteurs vont à la ruine. Les gros planteurs parlent même de réduire les plantations prétextant de difficultés financières. Mais toutes ces manoeuvres ne sont en fait qu'un moyen pour eux de faire pression sur le gouvernement afin d'augmenter leur part de gâteau.

QUAND L'AYATOLLAH FAIT DU TIR A L'ARC... OU QUAND LA PRESSE FAIT FLECHE DE TOUT BOIS !

Lundi passé, c'est à grand fracas que sur les ondes de RCI Jacques Caneval citait sans commentaire un article du journal français VSD nous annonçant que derrière l'ARC il n'y avait pas Castro, comme le prétendent certains, mais L'Ayatollah Khomeiny en personne ! Ceci en se fondant sur des écrits se voulant très sérieux d'un certain Jacques Palente, en rapport selon lui avec le haut fonctionnaire chargé de la lutte contre l'ARC.

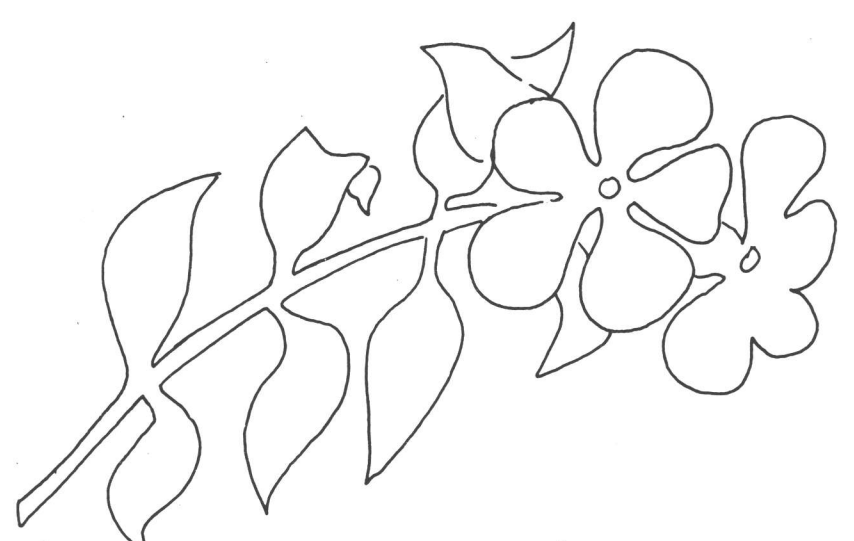
Dans le fatras de M. Palente, on relève notamment : que le MPGL aurait pris OFFICIELLEMENT (souligné par nous) la relève de l'ARC, que Luc Reinette se serait réfugié à Cuba (il faut bien laisser à Castro un petit rôle), que de nombreux Palestiniens se sont introduits en Guadeloupe, que les «gros poissons» de l'ARC se seraient repliés en France où ils ont été «pris en main par les chiites iraniens», par l'intermédiaire «du fils d'un des fondateurs de l'ARC, marié à une militante iranienne» ! Voilà des détails bien précis, pour des enquêteurs qui, dans la première partie de l'article, reconnaissent qu'ils «ne disposent pas de moyens financiers pour dédom-

mager les informateurs éventuels» et qu'ils sont «obligés de travailler en aveugles» ! Voilà des aveugles qui ont le don de double vue ! Le même Palente nous signale sans rire que «l'immigration clandestine en provenance, notamment, de la Dominique et de Sainte-Lucie, des îles des Caraïbes qui furent naguère anglaises, comme la Grenade», est composée «d'étrangers, révolutionnaires pour la plupart». Le simple fait d'avoir été colonie anglaise comme Grenade suffirait-il à donner le «virus» révolutionnaire ? En tous cas, Mme Michaux-Chevry devra remettre sa pendule à l'heure. Elle en était restée aux Cubains, et évoquait timidement le spectre de Khadafi, mais n'avait pas osé s'aventurer jusqu'aux rives du Golfe Persique pour chercher son épouvantail. Nous lui pardonnons volontiers : Elle ne pouvait pas prévoir que quelqu'un de plus blagueur qu'elle invoquerait l'Ayatollah Khomeiny, que VSD en mal de sensationnel en profiterait pour faire frissonner les catholiques intégristes que n'amuse plus la querelle sur l'école privée.

Suite de l'éditorial

gauche dans le monde se retournent vers les travailleurs, vers les populations et leur demandent de nouveaux sacrifices. Alors que c'est leur système, que c'est la classe des riches qui est directement responsable de ce qui se passe maintenant dans le monde. Si la production stagne ou diminue dans le monde, c'est parce qu'on produit pour des «acheteurs» et qu'il n'y a pas assez «d'acheteurs» dans le monde, parce que le capitalisme maintient les trois quarts de l'humanité dans la pauvreté. S'il y a stagnation économique dans les pays riches, c'est aussi parce que les possédants déposent leur argent dans les banques et ne l'investissent pas dans la production. Les discours de ceux qui proposent l'austérité aujourd'hui pour que ça aille mieux demain, sont mensongers. Les croire serait se préparer à aller à une catastrophe qui conduira tous les peuples du monde dans une profonde misère, et probablement à des guerres. Il faut imposer aux gouvernants le respect de nos revendications, mettre un frein à leur politique d'austérité et de rigueur, en nous battant contre leurs projets et les mesures économiques qu'ils veulent nous imposer. Mais les gens de droite veulent aussi exploiter le mécontentement des travailleurs pour leurs besoins politiques. Les patrons des grosses entreprises et toute une fraction de couches moyennes réactionnaires font bloc contre le gouvernement de gauche pour amener au pouvoir les gens de droite, chiraquiens et giscardiens. Mais des intérêts des travailleurs, ces gens là se moquent complètement. Ce serait une aberration complète de la part des travailleurs de placer leurs espoirs dans cette droite-représentant ouvert des exploiters. Ici aux Antilles, nous appelons les travailleurs à ne pas participer aux élections européennes pour ne cautionner ni une gauche qui fait la politique de la droite, ni une droite qui veut reprendre sa place pour faire sa politique.

FÊTE de
Combat Ouvrier
à Daubin



30 juin et 1 juillet 84

EXPOSITION DE MICHEL ROVELAS

EXPOSITION DE MICHEL ROVELAS
CENTRE CULTUREL REMY KAIN-SOUTA DU 1er AU 15 JUIN.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :
G. BEAUJOUR
Adresser toute correspondance :
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
COMBAT OUVRIER
Mr DUFEAL
Poste Restante Paris 113
Place de l'Hôtel de Ville
75004 PARIS
IMPRESSION
Imp. ERAVILLE & Fils S.A.R.L.